



Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N° 18
janvier 2015

comité NPA
du pays malouin:
npasaintmalou@orange.fr

Grèce, victoire de Syriza, une baffe à la troïka ! Mobilisation contre l'austérité

Lundi 26 janvier, Alexis Tsipras a prêté serment de Premier ministre, pour la première fois sans religieux! Incroyable scène quand on se rappelle qu'après l'échec de Syriza aux législatives de 2009 (4,6%), ce parti était au bord de l'explosion...

Or, l'application par le Pasok de Papandreou à partir de 2010 des mémorandums qui ont plongé la population dans la misère, ont permis à Syriza de se faire l'écho électoral de la colère populaire, grimant à 16,8% en mai 2012 puis à 26,9% en juin, pendant que le Pasok fondait en gouvernant avec la droite extrême de Samaras.

La colère populaire s'est exprimée.

Ce mouvement, qui ne s'est pas accompagné d'un renforcement considérable sur le terrain où le KKE est bien plus implanté et Antarsya souvent bien plus actif, vient de culminer avec le vote du 25 janvier: 36,3%, presque 600.000 voix de plus qu'en 2012, une victoire historique traduisant la colère populaire contre les troïkas et la politique de la misère. Les chiffres le montrent très clairement: le «peuple du Pasok» s'est reporté en masse sur Syriza, qui obtient de très bons scores dans les quartiers populaires. Écroulement du Pasok donc (4,7%) et recul sensible de la droite (27,8%), dont l'orientation à la Sarkozy est de plus en plus contestée en interne. Mais dans le même temps, la gauche anti-mémorandum plafonne autour de 43%, ce qui montre la désorientation politique créée par une crise terrible et durable. Les partis de droite aux profils divers réalisent des scores non négligeable, avec surtout 6,3% pour les nazis d'Aube dorée, troisième parti au Parlement, et un danger réel, encore plus si le vote de ce dimanche ne débouche pas sur un réel changement... Dès maintenant la mobilisation anti-nazie doit passer à la vitesse supérieure, d'autant qu'un flic sur deux semble avoir voté pour ces assassins! Autre faiblesse, le maintien d'une forte abstention - 36,1% - très élevée pour la Grèce, le signe que ni Syriza, ni le KKE, ni Antarsya n'ont su convaincre une partie de la population, tellement écrasée qu'elle n'y croit plus. Savoir associer ces couches populaires aux mobilisations à venir sera indispensable.

À gauche, débats et unité d'action

À gauche, à côté de Syriza, le KKE se satisfait apparemment d'un score en léger progrès (5,47%) par rapport à juin 2012 et semble vouloir continuer dans son splendide sectarisme, refusant même une rencontre proposée par Tsipras. On peut penser que derrière cette façade, le doute va croître: le parti est loin de ses 8,5% de mai 2012 et n'a pas gagné la troisième place recherchée. Autant de raisons pour lui proposer systématiquement l'unité d'action. Antarsya, qui tenait à faire entendre la voix anticapitaliste en présentant des listes, a obtenu 0,64% des voix, un score honorable dans ce contexte de polarisation mais aussi de désaccords sur la

mise en avant de «la sortie de l'euro et de l'UE!». Sa déclaration, qui souligne la volonté de Syriza d'éviter l'affrontement avec les instances de l'Union européenne, appelle les forces militantes de la gauche à la contre-offensive ouvrière. On le voit: il y a urgence à ce qu'un cadre de débat et d'unité d'action se dégage au plus tôt, dans une situation où les forces de la troïka ont dès dimanche soir fait pression contre Syriza et la gauche. Sans parler du «baiser qui tue», ces responsables socialistes qui se réjouissent hypocritement des résultats grecs...

Pour ne pas reculer, mobiliser, lutter

Les questions clefs ne manquent pas: attitude par rapport à la dette, où la direction de Syriza n'a cessé de reculer; application des premières mesures promises; décisions symboliques attendues (et tues par Tsipras lors de son premier discours dimanche soir), comme la réintégration des femmes de ménage licenciées du ministère de l'Économie, ou concernant les droits des immigrés... Sur toutes ces questions, la bourgeoisie et la droite vont hurler et faire pression, avec le risque que le gouvernement recule. Qu'en sera-t-il par exemple de l'engagement de Syriza à recréer 300.000 postes dans la fonction publique, face à des technocrates européens protestant contre cette atteinte au dogme libéral? Une mobilisation des travailleurEs et des usagerEs de la fonction publique sera nécessaire.

Question de l'heure: comme il a manqué à Syriza deux députés pour avoir la majorité absolue et que le KKE a refusé toute discussion, un gouvernement de coalition est formé avec un parti de droite nationaliste, ANEL, se déclarant anti-mémorandum et prêt à agir en ce sens. Un ministère, celui de la Défense, leur est même offert... Un geste inquiétant, une situation périlleuse, et un problème évidemment, car demain ce parti pourrait fort bien exercer un chantage, en s'opposant par exemple à des mesures favorable aux immigrés.

Que faire, comme déjà demandé dans l'histoire? Des questions très lourdes pour Syriza mais aussi pour toute la gauche, qu'elle soit avec le KKE ou avec Antarsya...

D'Athènes, A. Sartzekis, 28/01/15

300.000 euros pour l'activité du NPA

Lancée en octobre dernier, notre souscription 2015 visait à réunir suffisamment d'argent pour financer nos activités dans les mois qui viennent. Autant dire que même si nous n'atteignons pas l'objectif affiché de 400.000 €, le chiffre final de 295.000 € donne un nouvel élan aux anticapitalistes pour affronter la période. Remercions donc ici toutes les donatrices et les donateurs pour cette bouffée d'oxygène. Le combat continue.

BREVES DE PONTONS

LEGIION D'HONNEUR

Catherine Jacquemin, conseillère générale de l'ex canton Nord et ancienne adjointe au maire de Saint-Malo, figure dans la promotion de la Légion d'Honneur du 1er janvier. A notre connaissance, elle n'a pas refusé cette breloque, ainsi que l'a fait l'économiste Thomas Piketty, écoeuré par les trahisons successives de Hollande et ses gouvernements dont il avait inspiré le programme initial de 2012 (la réforme fiscale, c'était lui...). Il est vrai que C. Jacquemin a été nommée sur le quota du ministre de l'intérieur, ça colle assez bien avec son profil de femme de l'ordre social.

TRANSPORTS PUBLICS: ENCORE UN PETIT EFFORT M. RENOULT !

Saint-Malo Agglomération a décidé d'appliquer au 1er janvier 2015 une « tarification solidaire des transports publics », basée sur des critères de revenus. On pourrait se féliciter en première intention de cette mesure qui va bénéficier aux bénéficiaires de la CMU. Pour autant, deux remarques s'imposent :

- les élu-es de l'agglomération malouine ont mis près de 15 ans à mettre en œuvre cette disposition sociale, issue de l'article 123 de la loi SRU, promulguée en décembre 2000 !

- la tarification sociale des transports est loin de résoudre le problème de l'accès au transport en communs pour tous: c'est la gratuité qu'il faut obtenir.

CONTRE LA PROPAGATION DES IDEES ISLAMOPHOBES ET HAINEUSES DE L'EXTRÊME DROITE !

La venue à Saint-Malo de Marion MARECHAL-LE PEN est annoncée pour le 21 février à 19h00, où elle doit présider un « buffet » au Palais du Grand Large à l'occasion des élections départementales en Ille & Vilaine.

Par ailleurs, on apprend que le Front National 35 édite et va diffuser un tract sur le thème « *Péril islamiste : Conséquence de l'immigration massive et du laxisme de l'UMPS* ».

Ces deux occurrences nous rappellent la nécessité du combat permanent contre la propagation des idées délétères et mortifères de ce courant politique.

Dans cette optique, le Comité NPA du pays malouins a proposé à toutes les organisations démocratiques malouines une rencontre le mercredi 4 février à 18h30 afin de mettre sur pied la mobilisation la plus large possible contre la progression et l'implantation de l'extrême-droite dans notre ville et notre région.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LES SITES INTERNET LOCAUX DU

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/NpaSaintMalo>

Pas touche au code du travail ! Retrait du projet de loi Macron !

Le projet Macron est un regroupement de mesures menant toutes à la dérégulation du travail. Sont notamment prévues :

- **Le travail du dimanche**: multiplication des zones commerciales et création des zones touristiques internationales, qui donneraient aux patrons le droit de faire travailler les salariés tous les dimanches, sans contrepartie fixée par la loi (négociées par accord). **Dans les zones touristiques, le travail de nuit ne commencerait plus à 21 heures mais à minuit !**

- **Prud'hommes** : les juges élus, suspects de rendre trop de décisions favorables aux salariés, ne seraient plus que des assesseurs de peu de poids face aux juges professionnels. Le projet introduit également des procédures de règlement « à l'amiable » des litiges entre patrons et salariés, en dehors des conseils des prud'hommes. Le gouvernement avance un peu plus dans la remise en cause du fondement même du droit du travail : l'existence d'un rapport de subordination inégal entre le patron et son salarié.

- **Inspection du travail** : elle serait encore affaiblie (son indépendance a déjà été remise en cause et ses effectifs diminuer de 10 % avec la réforme Sapin en 2014). Les patrons échapperaient désormais aux juges puisque la plupart des sanctions prévues par le code du travail seraient transformées en amendes administratives, prononcées ou non par des directeurs aux ordres du ministre. Pour les délits concernant le droit syndical, les peines d'emprisonnement seraient supprimées...

- **Licenciements économiques** : tout un arsenal de mesures vise à les faciliter en accélérant les procédures et en évitant aux grands groupes de mettre la main à la poche lorsqu'ils ferment une de leurs filiales.

- **Transports** : libéralisation du transport interrégional par autobus. Cette décision vise à affaiblir le service public ferroviaire au profit de sociétés privées, polluantes, et employant leurs salariés dans des conditions plus précaires.

- **Aéroports** : après celui de Toulouse, privatisation des aéroports de Nice et de Lyon afin que les capitalistes tirent profit de ces juteux monopoles.

Construire la riposte, infliger une défaite au gouvernement PS-Medef.

Seule notre mobilisation permettra le retrait de ce projet désastreux. Pour le NPA, l'objectif même du projet Macron est inacceptable. Contre toute logique d'« amendement » de ce projet, le NPA défend la revendication de son **retrait net et clair**.

Pour les grands patrons,



Nous sommes tous concernés, au-delà du commerce et partout en France. La responsabilité des grandes organisations syndicales est pleinement engagée. Il faut imposer qu'elles rompent avec leur passivité complice. Multiplions les initiatives pour le retrait du projet Macron !

NON A LA LOI MACRON,

NON A LA REGRESSION SOCIALE

A LA SAUCE PS - MEDEF !



APRES LA GREVE DE LA MEDECINE LIBERALE

La médecine libérale et l'hospitalisation privée ont mené une grève des soins pendant la période de Noël.

Il n'est pas sans intérêt de populariser le point de vue développé alors par le Syndicat de la Médecine Générale (SMG) par rapport à cette grève réactionnaire et les propositions que font les médecins progressistes qui en sont membres.

« *Le SMG appelle les médecins libéraux à ne pas se mettre en grève lors des fêtes de fin d'année : le SMG refuse de cautionner des revendications inflationnistes pour le système de soins et injustes pour la population (course aux actes, refus du tiers payant, dépassements d'honoraires, totale liberté d'installation).*

En pleine crise économique et sociale, il n'est pas acceptable que le tiers payant soit attaqué car c'est un outil fondamental de justice sociale. Aujourd'hui, il est utilisé au prix d'une augmentation de la charge administrative des professionnels, d'une réduction de leur temps médical et de leur épuisement.

Cela doit changer.

Le SMG prône le tiers payant généralisé, systématiquement proposé aux patients et aux médecins qui le souhaitent (1), tant que le système est régi par le paiement à l'acte, sous condition garantie par le législateur d'un guichet unique qui doit être l'Assurance maladie, car c'est la seule caisse qui est solidaire et c'est la moins coûteuse. Elle réglerait la totalité des actes de secteur 1 aux professionnels et se ferait ensuite régler le ticket modérateur par les complémentaires santé. Les médecins seraient ainsi libérés de la vérification administrative de la récupération d'une partie de leurs revenus et de la contractualisation avec ces mêmes complémentaires.

Le SMG prône la sortie du paiement à l'acte, la suppression de la prime à la performance (2) et le développement d'autres modes de rémunération.

Au-delà, le SMG revendique la création d'un service public pluriprofessionnel de soins primaires organisé en fonction des besoins de santé de la population, seul capable de réduire les inégalités sociales de santé, et appelle à un débat public sur la liberté d'installation, les conditions de travail et le niveau de revenus des professionnels de santé.

(1) Le tiers-payant existait dans le cadre de l'Option Médecin Référent, donc il est réalisable, au-delà des patients pour lesquels il est obligatoire : Aide Médicale d'Etat, Couverture Maladie Universelle, Accident du Travail/Maladie Professionnelle.

(2) ROSP = Rémunération (variable) sur Objectifs de Santé Publique ou prime à la performance : inégalitaire entre praticiens, inefficace pour réduire les inégalités comme son application l'a montré dans de nombreux pays, perverse dans son principe (individualisme, logique financière prenant le pas sur le soin, formatage des pratiques, dépendance des praticiens à l'organisme financeur) et coûteuse pour l'Assurance ma-

Distribution de l'eau potable et assainissement:

APRES LA REUNION PUBLIQUE DU 22 JANVIER

A l'initiative de l'association OSONS ! et du collectif de l'eau, s'est tenue le 22/01 une réunion publique

- pour organiser l'action en vue de faire annuler la tarification 2015 de l'eau potable à Saint-Malo,

- pour informer les usagers sur la décision que doit prendre le Conseil Municipal de Saint-Malo le 29 janvier prochain, s'agissant du mode de gestion du service public d'assainissement (nouvelle délégation au privé ou remise en régie publique ?).

Plus de 80 personnes étaient dans la salle et ont largement participé et enrichi le débat et une grande partie ont signé l'adresse suivante qui a été portée par une dizaine de militant-es au Conseil Municipal le 29 janvier .

Saint Malo le 22 janvier 2015

ADRESSE AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-MALO

Vous êtes élu-e municipal-e de Saint Malo et vous allez devoir vous prononcer lors de la réunion du Conseil Municipal du 29 janvier 2015 sur le choix de la gestion du service de l'assainissement de la ville: soit la reconduction d'une Délégation de Service Public (DSP) à une entreprise privée, soit le passage à une Régie publique.

Lors de la réunion publique organisée le 22 janvier par le Collectif Malouin de l'Eau et l'association Osons, nous avons montré la nécessité qu'il y avait, avant toute prise de décision, d'organiser un vrai débat citoyen en fournissant au préalable des éléments tels que :

** le bilan technique et financier du délégataire actuel (Véolia)*

** des éléments comparatifs avec des villes de même importance les unes en DSP les autres en régie.*

Nous considérons donc que les conditions nécessaires à une prise de décision éclairée ne sont pas réunies et nous vous demandons:

** de surseoir à toute décision le 29,*

** d'organiser un débat contradictoire avec la population et les associations.*

Pour autant, la majorité municipale (qui faut-il le rappeler n'a été élue qu'avec 25% des malouines), a éluder toute nécessité d'associer largement la population au choix de gestion et, s'appuyant sur un rapport contesté par les 2 groupes d'opposition, a voté la **poursuite du mode de gestion privée et de lancer la consultation de DSP.....**

tour;

Réponse dans quelques jours....dans notre très prochain numéro et sur notre site départemental.

Le NPA tient son 3ème congrès les 30, 31 janvier et 1er février 2015. Les débats et votes des militant-es ont eu lieu autour de 5 plateformes et 3 motions élections. A suivre sur notre site national.

Elections départementales mars 2015

Des contacts unitaires entre Europe-Ecologie-Les-Verts, Nouvelle Donne, Ensemble 35, le PCF, le PG et le NPA sont en cours actuellement au niveau départemental et visent à valider une perspective unitaire pour les prochaines élections cantonales.

Pour autant, on ne peut être guère très optimistes tellement certains partis sont scotchés par leurs logiques d'alliances nationales ou locales (avec le PS notamment) ou encore la préservation de leur petites positions institutionnelles (notamment régionales).

Le NPA n'en poursuit pas moins les discussions dans le but d'obtenir un accord minimal ou partiel sur la base d'un label qui comprendrait un engagement à:

- combattre l'austérité imposée par l'Union Européenne et le gouvernement Hollande, soutien et nécessité des luttes, quelques axes programmatiques;
- pas d'alliance avec le PS au 1er tour et pas de possibilité de se réclamer du label au second

Des millions contre le terrorisme et le racisme, pour la liberté d'expression, Non à «l'Union sacrée», non aux lois sécuritaires !

L'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo, puis la prise d'otages antisémite Porte de Vincennes, sont des actes de pur terrorisme: ils visent à provoquer la terreur et l'horreur...

La réaction spontanée, qui a mis des dizaines de milliers de personnes dans les rues dès mercredi 7 au soir, exprime d'abord le besoin simplement humain de dire ensemble la tristesse et l'attachement à la liberté d'expression. Elle exprime aussi le refus de se laisser entraîner dans la spirale redoutable voulue par les terroristes (mais pas seulement par eux): la spirale de la peur, du rejet, de la stigmatisation, du repli sur soi.

Au-delà des manipulations, une réaction salutaire

C'est une réaction salutaire et indispensable car malheureusement, immédiatement, le nombre des actes islamophobes, contre des mosquées, contre des hommes et des femmes musulmans ou supposés, contre de simples lieux de vie, s'est accru. La peur est désormais très forte, en premier lieu parmi les juifs et parmi les arabes, et la peur est mauvaise conseillère. Dans une société déjà gangrenée par le racisme, les inégalités et les discriminations, alors que le discours raciste s'exprime de façon décomplexée jusqu'au gouvernement par la bouche de Valls, le risque est grand de voir la situation s'emballer.

Au-delà des motivations qui ont animé les millions de manifestants les 10 et 11 janvier, le **refus de cette fuite en avant raciste** était bel et bien présent. Le NPA a appelé et participé à des manifestations dans plusieurs villes, mais ne s'est pas associé à la «*marche républicaine*» convoquée à Paris par le gouvernement. Avec d'autres, nous avons refusé l'**instrumentalisation et la manipulation orchestrée par Hollande et Valls, suivis par Sarkozy et l'UMP, dans une union nationale** construite pour tenter de faire croire à des intérêts communs entre ceux d'en haut et ceux qui subissent leur politique.

À l'union nationale s'ajoutait l'union internationale... Tous les «saigneurs du monde» s'étaient donnés rendez-vous pour défilé. Cette mise en scène pourrait simplement donner envie de vomir, mais il est évident qu'elle illustre au niveau national comme au niveau international la volonté des gouvernants de **préparer le terrain à de nouvelles guerres, à de nouvelles attaques contre les libertés individuelles et collectives, contre les droits démocratiques**. Valls parle d'une «guerre contre le terrorisme», Péresse réclame un «*Patriot Act*» et Sarkozy n'a pas hésité à parler d'«*une guerre*»...

déclarée à la civilisation»...

Poursuivre le chemin, celui des mobilisations

Malgré les organisateurs de cette manipulation, nombreux sont les manifestantEs qui sont descendus dans la rue. D'autres ont refusé d'obéir à l'injonction de communion nationale. Les unEs et les autres devront **se mobiliser ensemble contre toutes les mesures liberticides, sécuritaires, contre le déploiement militaire et policier et contre les opérations guerrières**.

L'urgence sera aussi de donner un **nouvel élan aux mobilisations antifascistes et antiracistes**. En effet, au-delà du jeu sinistre entre Hollande et M. Le Pen sur la participation ou non à la manifestation, il y a fort à craindre qu'en bout de course, ce soit le Front national qui sorte renforcé de cette séquence. Les courants ultra-réactionnaires s'agitent: les islamophobes, tel les identitaires qui voudraient importer d'Allemagne les sinistres manifs «Pegida», et les antisémites, comme Soral ou Dieudonné qui se vautrent dans la théorie du complot et se réjouissent de l'amalgame entre juifs et sionistes, relancé ces derniers jours par Netanyahu et le gouvernement français.

Engagée depuis longtemps, la course de vitesse entre la catastrophe sociale et politique, produite par la guerre de classe menée par les capitalistes, et les capacités de résistances des exploités et des opprimés, s'accélère brutalement. Le pire est possible. Mais **beaucoup ont trouvé ou retrouvé le chemin de la rue et de la protestation collective, ont fait l'expérience de porter eux-mêmes et avec la force du nombre leur propre parole**.

Reste à poursuivre ce chemin en portant **l'égalité des droits et l'égalité sociale, la démocratie contre la dictature du profit et les choix imposés, les libertés d'expression, d'organisation, de manifestation**. Dès ces prochains jours, retrouvons notre unité, celle des exploités et des opprimés, en étant le plus nombreux à se dresser contre la loi Macron et toutes les régressions qu'elle représente. Mais sur ce chemin-là aussi, nous devons affronter ce gouvernement qui aujourd'hui nous fait le coup de l'unité nationale...

« CLIMAT SECURITAIRE » ..ET MESURES D'EXCEPTION

Plus d'une centaine d'actes islamophobes recensés durant le mois de janvier, le double de celui de l'année dernière, des ivrognes, des personnes souffrants de troubles psychiatriques, condamnés à de la prison ferme pour avoir « blasphémé » contre l'union nationale. Des lycéenNEs qui se sont exprimés contre le « je suis Charlie », dénoncés par des profs ou des proviseurs, inculpés après 90 heures de garde à vue, d'apologie d'actes terroristes et condamnés sur l'injonction de C. Taubira à de la prison ferme. 3 animateurs de centres de loisir à Lille et une « pervenche » à Paris menacés de licenciement pour avoir refusé la minute de silence.

Un renforcement des effectifs et des mesures policières et militaires, le déploiement de



l'armée dans les quartiers populaires, une justice expéditive qui bafoue les droits de la défense, la Protection Judiciaire de la Jeunesse (pjj) sommée de participer à la police du renseignement, l'abandon de toute vocation éducative de l'école parce que parler dans une classe devient dangereux. Le renforcement du fichage sans limite, des quartiers de sécurité dans les prisons, pour des programmes de « déradicalisation », véritable Guantanamo à la française.

Les sous produits de l'union nationale ont une sinistre figure. De la droite au PS tout le monde s'est récréé contre l'instauration d'un

éventuel « Patriot Act » à la française. **Evidemment il est déjà en place et à l'œuvre !**

Face à cette politique liberticide et islamophobe contre la jeunesse et les habitants des villes populaires, le NPA appelle à la résistance. Il appartient à toutes les forces associatives, syndicales et politiques, de se regrouper et de **s'opposer à cette dérive sécuritaire qui ne peut qu'aggraver les inégalités, les discriminations, le racisme, pour défendre la démocratie et la liberté**.